

Energie(s) : le temps des initiatives citoyennes

par Brigitte Dareau*

Les questions énergétiques irriguent largement l'actualité sociale et politique. Hausse du prix des produits pétroliers et du gaz, échec de la conférence de La Haye sur le réchauffement climatique, catastrophes écologiques, déréglementations et restructurations, débat à propos du nucléaire, les interpellations et les exigences sont fortes vis-à-vis de la politique.

En marge de la dernière conférence intergouvernementale à Nice s'est tenu le premier forum mondial et européen pour le droit à l'énergie. A l'initiative d'organisations syndicales, d'associations et d'élus, il a réuni, plus de 600 personnalités d'horizons internationaux très divers.

Ce nouveau contexte de montée d'exigences concernant l'énergie appelle l'organisation d'un véritable débat public et citoyen. C'est ce à quoi les communistes sont déterminés à contribuer, en favorisant à tous les niveaux les prises d'initiatives.

Des enjeux importants de civilisation se nouent en effet à partir des questions énergétiques. Au premier plan de ceux-ci, la possibilité d'engager un processus immédiat et durable de réduction des profondes inégalités qui marquent nos sociétés.

Les besoins énergétiques à satisfaire sont énormes.

Il y a besoin d'augmenter l'offre énergétique globale pour répondre aux besoins des populations d'aujourd'hui et, dans un futur proche, de se préoccuper de l'accès à l'énergie pour tous et toutes.

Les inégalités entre pays riches et



Des entreprises et des régions, jusqu'à l'international, il faut construire des majorités d'idées et des exigences en politique.

pays en voie de développement, au sein de chaque pays, entre hommes et femmes sont importantes.

Les ressources fossiles sont en effet très inégalement réparties dans le monde. Elles sont de ce fait objets et facteurs de grandes instabilités, de conflits, de guerres, pour dominer leur accès.

Tout le secteur de l'énergie est soumis à une vague de restructurations et de concentrations extrêmement violente, pilotée par le FMI, l'OMC, les grands groupes capitalistes et les forces politiques qui les accompagnent. Les années 1990 ont été surtout marquées par un développement excessif des marchés financiers qui exigent des rendements fous de la part des grands groupes. Les multinationales, les entreprises nationales tentent d'augmenter leur profits en s'ouvrant de force les marchés de leurs voisins. L'objectif est de réduire les coûts gigantesques liés à la recherche-développement et à la mise en place des réseaux de l'information.

Ces déréglementations et privatisations font éclater les marchés, en

même temps qu'elles morcellent les acteurs publics. Un défi écologique et environnemental s'ajoute désormais à celui de stabilité et de paix pour le monde. La rarefaction des ressources fossiles nous impose d'être économes et rationnels dans l'utilisation de chacune d'entre elles, obligation renforcée par la confirmation du risque de réchauffement climatique.

Une démarche de coopérations et de partages démocratiques

Ce besoin vital pour des millions d'êtres humains de maîtriser l'accès à l'énergie pose celui de coopérations véritables et de partages nouveaux permettant la maîtrise des enjeux et des décisions. Ces coopérations et ces partages sont évidemment sans commune nature avec ceux résultant de la fuite en avant actuelle dans les privatisations pour satisfaire la logique de marché.

Dans le domaine des financements qui leur sont liés, il faut au contraire, pour cela, partager le pouvoir de création monétaire aujourd'hui monopolisé par les grands pays de l'OCDE,

* Membre du Collège exécutif du PCF, responsable du projet « politique industrielle et énergétique ».

Etats Unis et dollar en tête. Une refonte du système monétaire et financier international est indispensable, avec l'exigence d'une réforme du FMI et de la Banque mondiale. Ceux-ci devraient impulser, par création monétaire, un nouveau crédit mondial dédié à la promotion de l'emploi, de la formation, la recherche avec les investissements énergétiques et environnementaux nécessaires. Une taxation mondiale de type « Tobin » pourrait conforter ce mouvement.

Se pose également le problème de la monnaie dans laquelle sont effectués les échanges. Pourquoi ne pas promouvoir une monnaie commune mondiale, sous forme de droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI qu'il s'agirait de transformer.

L'euro devrait être aussi transformé dans le sens d'un instrument régional de co-développement. Là aussi, il s'agirait de favoriser par une création monétaire nouvelle, partagée, l'essor de crédits mobilisés sur les enjeux énergétiques. Cela impliquerait une réforme profonde de la BCE, mais aussi de la BERD, pour des coopérations avec l'Est, le Sud, Afrique et Moyen Orient.

Des défis à portée des luttes et des interventions

Une étape nouvelle doit être franchie dans la démocratie, notamment dans le domaine législatif pour que les intéressés – les salariés, les populations, les élus – bénéficient de pouvoirs nouveaux, d'informations, d'élaborations, de décisions et de contrôle. C'est la meilleure garantie pour que toutes les décisions prises, l'action politique s'inscrivent réellement dans un co-développement durable, maîtrisé.

Les défis posés pour relever ces enjeux sont complexes. Il n'en sont pas moins à portée de main. Le protocole avancé par le gouvernement et accepté par les organisations syndicales suspendant pour trois mois le processus de privatisation de la Compagnie Nationale du Rhône ouvre une voie dans la mesure où il pose le principe d'une concertation préalable avec tous les intéressés (élus, salariés, collectivités territoriales, pouvoirs publics, entreprises).

La déclaration commune adoptée par toutes les formations de la Gauche plurielle à l'issue du sommet du 7 novembre dernier offre égale-

ment des potentialités pour des inflexions à gauche, immédiates, pour nos concitoyens. L'engagement pris de protection de l'environnement et de santé des générations futures, de garanties d'indépendance nationale, de contribution à la régulation des prix des Hydrocarbures, à la recherche pour développer de nouvelles énergies, de l'examen de l'utilisation moins polluante du Charbon, ou celui d'organiser un débat citoyen sur l'énergie et le nucléaire constituent des points d'appui pour le développement de luttes sociales et d'initiatives citoyennes.

Les échéances électorales de mars et de 2002 seront autant d'occasions de pousser le débat d'alternative à gauche avec nos concitoyens.

Il est en effet urgent et déterminant que les citoyens, les citoyennes, les salariés s'en mêlent, inventent ou investissent tous les lieux d'intervention, dès les entreprises, les bassins d'emplois, le département, la région et jusqu'à l'international (sans oublier le national), entrent en débat avec les pouvoirs publics, les élus, les entreprises pour ensemble pousser des majorités d'idées et des exigences en politique.

Mener le débat à gauche sur les options

Urgent et déterminant d'autant plus qu'il y a débat au sein de la Gauche plurielle sur les options à prendre. Les décisions prises ou annoncées récemment se révèlent soit bien timides, soit sans rupture réelle avec la logique actuelle de marché, de déréglementations privatisations. D'autres encore, importantes concernant le renouvellement du parc nucléaire sont différées

Laurent Fabius vient de donner le coup d'envoi à la restructuration de l'industrie nucléaire française. La constitution d'un véritable groupe industriel en France qui valoriserait, développerait les atouts existants et des synergies potentielles ne constitue pas une hérésie. Mais, il s'agit d'une décision qui engage l'avenir industriel de notre pays, de milliers de salariés et d'habitants, de régions entières. Elle exige donc que l'on prenne le temps de la transparence, de la co-élaboration avec les intéressés pour décider d'objectifs, d'un projet industriels ambitieux, réducteurs d'inégalités, d'amélioration de l'environnement et de l'aménagement du

territoire, créateurs d'emplois et de formations générateurs de qualifications. Pour cela, un bilan des privatisations déjà réalisées ou engagées est indispensable.

L'échec de la conférence de La Haye sonne l'alarme

Les USA et l'Europe n'ont pu se mettre d'accord sur les modalités d'application des engagements pris à Kyoto de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les pays riches. La responsabilité des USA est certes fortement engagée. Ce n'est pas pour autant la fin de l'histoire. La France, l'Europe peuvent engager des actes concrets et substantiels participant à l'élévation des exigences et simultanément à une réduction effective des émissions.

Une plus grande maîtrise et efficacité énergétiques sont nécessaires.

Toutes les sources d'énergies disponibles doivent être mises à contribution en complémentarité.

Des efforts de recherche doivent donc être consentis pour maintenir toutes les options énergétiques notamment celles économes d'énergies fossiles, comme le nucléaire. Les énergie renouvelables doivent mises plus fortement à contribution.

Le plan d'amélioration de l'efficacité énergétique par le gouvernement comporte des points positifs avec un effort public de 1,5 milliard et le développement de techniques non productrices de gaz à effet de serre comme l'éolien, la mise en place d'un fonds spécial. Il comporte aussi des lacunes qui portent hypothèque sur l'avenir. Les transports gourmands en énergie sont peu évoqués. La mise à contribution du nucléaire, les décisions à prendre quant à son avenir ne sont pas évoquées. Le principe de l'éco-taxe, reposant sur une taxation aveugle sur l'électricité, n'opérant pas de distinguo entre utilisation de ressources productrice de gaz à effet de serre ou non ne va pas dans le sens d'une réduction de nos émissions.

Les enjeux auxquels sont confrontés les hommes et les femmes du futur millénaire impliquent une logique économique s'émancipant de la régulation par le marché et donc des choix et une construction politique fondés sur l'intérêt général, dessinant l'avènement d'une forme de mission de service public mondial et d'une véritable maîtrise citoyenne. n